



PRÉFET DU RHÔNE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le **30 AOUT 2019**

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

SPE1/IF/DREAL

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la région Auvergne Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 janvier 1995 régissant le fonctionnement des activités de la société PAREDES LYON dans son établissement situé 1 rue Georges Besse, ZI de Revoisson à GENAS ;

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 septembre 2018 ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 25 avril 2019 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

VU le rapport du 25 avril 2019 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT qu'une visite sur les lieux le 18 mars 2019 a permis à l'inspection des installations classées de vérifier le respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 septembre pris à l'encontre de la société PAREDES LYON ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a sollicité une prolongation du délai de mise en place d'une détection incendie telle que prévue par l'article 12 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 sus-visé ;

CONSIDÉRANT que l'article 8 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 prévoit que les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques.

CONSIDÉRANT que les produits dangereux (lessives liquides, aérosols...) ne sont pas tous stockés dans une cellule dédiée et qu'aucun aménagement spécifique n'existe ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas réalisé d'étude de conformité relative au stockage des matières dangereuses tel que prévu par l'article 5 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 sus-visé ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas transmis les justificatifs des débits de chacun des poteaux incendie ainsi que du débit instantané, calculés conformément au document technique D9 prévu par l'annexe 13 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017;

CONSIDÉRANT, dès lors, qu'il y a lieu, en application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement, :

- d'une part de prolonger la mise en demeure du 10 septembre 2018 de 6 mois en ce qui concerne la détection incendie
- d'autre part de mettre en demeure l'exploitant
 - de transmettre sous 10 mois une étude justifiant du respect de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux aménagements spécifiques de la cellule dédiée aux produits dangereux
 - et de calculer ses besoins en eau d'incendie, notamment le débit nécessaire conformément au guide D9 en transmettant sous 3 mois les justificatifs des débits de chacun des poteaux ainsi que du débit instantané ;

SUR la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} : Un délai complémentaire de 6 mois est accordé à la société PAREDES LYON, 1 rue Georges Besse, ZI de Revoisson à GENAS pour la mise en conformité de ses installations en matière de détection incendie. Des mesures compensatoires devront en contrepartie être mises en place **sous un mois**.

ARTICLE 2 : La société PAREDES LYON, 1 rue Georges Besse, ZI de Revoisson à GENAS, est mise en demeure

- de transmettre **sous 10 mois** une étude de mise en conformité relative aux aménagements spécifiques de la cellule dédiée aux produits dangereux, conformément à l'annexe 8 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 ,
- de calculer ses besoins en eau incendie et notamment le débit nécessaire conformément au guide D9
- de transmettre **sous 3 mois** les justificatifs des débits de chacun des poteaux et du débit instantané.

ARTICLE 4 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 5 : La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

La requête peut être déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, du Tribunal Administratif de Lyon.

ARTICLE 6 : Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de GENAS,
- à l'exploitant.

Lyon, le

30 AOÛT 2019

Le Préfet,

Pour le préfet,
Le sous-préfet,
Secrétaire général adjoint,

Clément VIVÈS

